

INTRODUCTION

Le commerce international des armements a toujours été source de controverses et d'inquiétudes. Même si de nombreux États vendent et achètent des armes plus ou moins ouvertement, il est généralement admis, même par ceux qui approuvent ce commerce, que les armes sont des produits qui ne peuvent pas s'échanger aussi librement que des bananes ou des téléviseurs (par exemple). Les armes sont des engins meurtriers, et leur pouvoir de destruction rend d'autant plus aigus les problèmes politiques, économiques et sociaux liés au commerce dont elles font l'objet.

On a estimé à 28 850 millions de dollars américains la valeur des armements échangés en 1985 par les trente-cinq États vendeurs et les 115 États acheteurs,¹ soit un volume qui représentait (en termes réels) le triple de celui de 1963. Parallèlement à cette progression quantitative, on a constaté au cours des vingt-cinq dernières années une évolution de la clientèle. Entre 1963 et 1967, environ 58 p. 100 du volume des armes échangées allait au monde en développement ; entre 1978 et 1982, cette proportion est passée à plus de 80 p. 100.

Avec cette évolution et les retombées négatives que supposent pour les pays en développement des dépenses en armements aussi importantes, le débat sur le transfert d'armes a pris au cours des dernières années plus d'acuité encore. Il y a d'une part le fait que les crédits considérables affectés à l'achat d'armements et, d'une façon générale, à l'équipement militaire, pourraient être dépensés de façon plus productive dans d'autres secteurs. Certains font valoir par ailleurs que ces achats favorisent dans les régions du monde les moins développées une militarisation excessive de la société. Cet aspect du débat est souvent exprimé en fonction du lien entre désarmement et développement, le premier étant indispensable au second.

Il y a d'autre part l'argument selon lequel un grand nombre des pays, sinon la plupart d'entre eux, qui achètent des armements modernes le font pour répondre à des besoins légitimes en matière de sécurité. Il existe des dangers extérieurs qui, dans certains cas, menacent jusqu'à l'intégrité nationale, et qu'il faut pouvoir écarter ou contre lesquels il faut se défendre. On ne voit dans le commerce des armements qu'un élément inhérent à la structure même des

¹ Les données relatives aux transferts d'armes sont peu fiables. Toutes les statistiques reproduites ici sont extraites de *World Military Expenditures and Arms Transfers, 1986*, publié par la *US Arms Control and Disarmament Agency*. Le terme « transfert » est plus couramment utilisé que celui de « commerce » ou « ventes » puisqu'il englobe également les transactions prenant la forme de subventions ou intégrées à d'autres accords.